

*Martin Broszat*

La première partie du travail traite de la situation politique après la Conférence de Munich. On constate que les entretiens de Munich n'ont ni apaisé ni saturé Hitler mais qu'au contraire ils ont encouragé ses intentions. Ce dernier ne s'en tient pas à la mise à profit politique de l'hégémonie à laquelle il était parvenu, au contraire il vise d'autres expansions territoriales. Il voulait par là même montrer aux puissances occidentales le libre pouvoir de l'Allemagne à l'est. Le coup de théâtre du 15 Mars 1939 ressemblait fortement à une décision prise de toute évidence à l'improviste.

La deuxième partie décrit la réaction des puissances de Munich à la garantie à la Pologne. En France et en Angleterre les gouvernements qui jusque là suivaient la politique de l'Appasement tombèrent sous l'influence de l'opinion publique et des parlements à la suite du 15 Mars 1939. Cette pression exercée par l'opinion publique ainsi que des bruits alarmants d'autres plans d'Hitler, nécessitèrent de rapides sondages diplomatiques de la part de la Grande-Bretagne. Ils avaient pour but de rallier les états menacés de toute apparence en vue d'une convention portant sur un accord de sécurité commune. En première ligne c'était une tactique d'intimidation, entraînant par là même des déclarations de garantie. La conclusion d'une alliance militaire et efficace n'était que secondaire. La continuation d'une politique de l'Appasement n'était pas sans espoir. Le plan soviétique d'une conférence des six fut refusé. Des sondages peu satisfaisants s'engagent dans une impasse et donnent naissance à une nouvelle pression publique qui force la Grande-Bretagne à accorder précipitamment la garantie à la Pologne.

Cette réponse improvisée à la politique de force improvisée d'Hitler se révéla par la suite plus chargée de conséquences que leurs auteurs ne l'avaient pensé.